

La digitalisation passe par l'inclusion

Pour Mounir Mahjoubi, la transformation numérique ne doit oublier personne

Par Marc Auxenfans

Comment un pays doit-il avancer dans sa transformation numérique? «La réponse est ensemble», insiste Mounir Mahjoubi. L'ex-secrétaire d'État français aux Affaires numériques est intervenu sur le sujet, lors des 6^{es} Luxembourg Internet Days, qui se tenaient hier à la Chambre de Commerce. Et que signifie pour lui «Ensemble»? «Il s'agit des citoyens, dans leur globalité et leur diversité. De ceux qui sont les plus avancés et formés dans ce domaine, jusqu'à ceux qui ne maîtrisent ni la lecture ni l'écriture», explique-t-il. L'approche est donc intégrale et sociétale. Selon lui, la société dans son ensemble doit en effet s'assurer que tous avancent dans la même direction. «Si certains n'avancent pas, et si d'autres sont laissés sur le bord de la route, alors on créera de la colère, de la frustration, voire des inégalités, qui seront insurmontables», prévient-il.

Le choc des gilets jaunes

Pour l'actuel député français, l'absence d'inclusion numérique pourrait générer une situation comparable à celle qui a débouché sur le mouvement des gilets jaunes: «A chaque fois que des personnes ressentent que tout avance sans elles, et quand elles constatent que le monde dans lequel elles vivent aujourd'hui ne leur a pas laissé de place, alors elles se révoltent», observe-t-il. «C'est donc important de s'assurer qu'on accompagne tous ceux qui sont le plus loin et à mi-chemin». Cet accompagnement passe selon lui par un accès de tous aux compétences numériques de base. Sur ce point les chiffres sont inquiétants: «Il y a deux ans, quasiment 13 millions de

● Nous sommes
● dans une phase
d'accélération et
de généralisation.

Mounir Mahjoubi

personnes vivant en France ne savaient pas utiliser une pratique en ligne comme se connecter avec une adresse mail sur un site internet», rappelle-t-il. «Depuis, plusieurs centaines de milliers de personnes ont été formées et accompagnées. Nous devons maintenant aller beaucoup plus loin et multiplier les formations à travers le pays.»

Pour réussir, la transformation numérique doit aussi passer par le territoire: «on ne peut pas avoir Paris ou les capitales régionales, qui d'un côté avancent, et le reste de la France, qui stagne», insiste-t-il. Pour l'ex fondateur de start-up, l'Hexagone a réussi à faire émerger des capitales régionales numériques, soit une quinzaine de villes, qui comptent des start-up et servent de relais au niveau local. En cela, elles constituent des locomotives dans ce domaine. Selon lui pourtant, l'émergence de ces capitales régionales ne doit pas masquer le fait qu'autour d'elles il existe des territoires qui se sentent relégués. «Avec le mouvement des gilets jaunes le prési-



Dès la maternelle et jusqu'au baccalauréat, les programmes français sont axés sur l'acquisition de compétences numériques.

Photo: Shutterstock

dent de la République Emmanuel Macron a réalisé que la numérisation du service public doit être accessible par tous et partout, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Elle doit être accessible de façon physique et humaine», insiste le député La République en Marche (LREM).

«Si on ne s'occupe pas de tout le territoire dans toute sa diversité, alors on compresse et on épuise ces régions qui sont déjà fatiguées, parce que les jeunes sont partis, parce qu'il y a moins de dynamisme économique. Et si en plus il n'y a plus de présence administrative, alors cela ne va pas», martèle-t-il.

Accompagner les entreprises

Les entreprises représentent le troisième acteur de la numérisation. «Et du ensemble», ajoute-t-il. D'un côté, il y a les champions européens, qui avancent toujours plus vite. De l'autre, il y a des start-up reconnues dans le monde, présentes sur tout le territoire et actives dans des secteurs très diversifiés. Et au milieu les très petites et moyennes entreprises (TPE-PME). Celles-ci comptent aujourd'hui pour 50 % des emplois en France et pour 80 % des emplois hors des grandes villes. «Ce sont elles qui achètent également des prestations à ces start-up. Mais ces dernières ne pourront pas réussir si les TPE-PME disparaissent», constate-t-il. «Une start-up ne bénéficie de la force économique de son pays que si celui-ci à une économie qui fonctionne bien, et qui est viable», note-t-il. Aussi, pour réussir cette transformation numérique, la société doit impérativement favoriser l'émergence des start-up hyper-innovan-

tes et simultanément amener les entreprises, surtout les plus petites et les plus éloignées, à suivre ce mouvement vers la digitalisation accrue.

De la maternelle jusqu'au bac

Pour atteindre cet objectif, celles-ci doivent selon lui suivre une série d'étapes: la première consiste à assurer leur présence en ligne; la seconde vise à utiliser des logiciels qui faciliteront l'organisation de leur entreprise; la troisième passe par l'informatisation de la production; la dernière est axée sur l'invention de nouveaux produits, et services. «Voilà la vision pour demain. Et si on ne procède pas par étapes, les gens perdront leur emploi, ils quitteront le territoire, et on ne pourra pas faire de la France un pays qui se sera transformé», conjure-t-il. «L'enjeu c'est donc d'intervenir en même temps et partout, pour avancer».

Où en est le pays dans cette transformation? «Nous sommes

actuellement dans une phase d'accélération et de généralisation», répond-il. «De la maternelle jusqu'au bac, nos programmes scolaires sont axés sur les compétences de base numériques: intelligence artificielle, programmation, utilisation des données. Cette année 100 % des collégiens français recevront un enseignement numérique obligatoire.»

Diversité et mixité numérique

La démarche aura selon lui un impact sur la diversité et plus particulièrement sur la mixité dans le numérique. «Quand on dit 100 % de la génération des élèves, cela inclut aussi toutes les filles», insiste-t-il. «Ce sera la normalité absolue de voir des filles et des femmes travailler sur l'intelligence artificielle et programmer. Et je suis sûr que ce sera une révolution dans quatre ans, quand les premiers élèves ainsi formés quitteront le lycée avec ces compétences numériques en poche.»



Pour le député français Mounir Mahjoubi, la transformation numérique doit englober les citoyens, les territoires et les entreprises. Photo: Lex Kleren